

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Taslime AKBARALY, Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

Filière Sécurité - Policiers municipaux et gardes-champêtres - Instauration du nouveau Régime Indemnitaire - Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le régime indemnitaire mis en place actuellement pour les agents relevant des cadres d'emplois de la Police Municipale (PM) et des Gardes Champêtres repose sur 3 éléments distincts :

- L'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonction des Agents, des Chefs de Service et des Directeurs de PM et des gardes champêtres : cette indemnité, versée mensuellement, se calcule sur la base d'un pourcentage appliqué au cumul du traitement indiciaire et de la bonification indiciaire ; On peut noter le cas particulier des Directeurs de Police Municipale qui bénéficient en supplément, d'une part fixe dont le montant annuel ne peut excéder 7 500 €. Au sein de la Collectivité, le taux maximum est appliqué pour chaque grade ;
- L'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) : versée mensuellement, elle se calcule sur la base d'un montant de référence auquel est appliqué un coefficient de 0 à 8. Les cadres d'emplois des Directeurs de Police Municipale sont exclus du bénéfice de l'IAT. Au sein de la Collectivité, les coefficients s'échelonnent de 5 à 8 en fonction de la nature des missions exercées ;
- Primes annuelles instituées avant la loi du 26 janvier 1984, dont le montant versé en deux fois, s'élève à 1 048 € par an pour un agent titulaire.

Le Décret n° 2024-614 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres instaure, à compter du 1^{er} janvier 2025, un nouveau régime indemnitaire intitulé « *Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement* » (ISFE) pour les agents concernés.

Dans le même temps, il abroge le régime indemnitaire existant pour ces mêmes agents.

Par exception au point précédent, le bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, ainsi que les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail sont maintenues.

1. Principe et dispositif

L'ISFE se décompose en deux éléments distincts dont le plafond est déterminé par cadre d'emploi :

- Une part fixe ;
- Une part variable.

1.1 La part fixe de l'ISFE

La part fixe se calcule sur la base d'un taux individuel appliqué au traitement indiciaire et à la bonification indiciaire de l'agent. Ce taux est fixé par l'organe délibérant dans la limite de :

- 33 % pour le cadre d'emplois des Directeurs de Police Municipale ;
- 32 % pour le cadre d'emplois des Chefs de Service de Police Municipale ;
- 30 % pour les cadres d'emplois des agents de Police Municipale et des Gardes Champêtres.

Il sera fait application des taux plafonds ci-dessus pour l'ensemble des agents de la Ville de Montpellier.

1.2 La part variable de l'ISFE

Le plafond de la part variable est déterminé par l'organe délibérant dans la limite des montants suivants :

- 9 500 € pour le cadre d'emplois des Directeurs de Police Municipale ;
- 7 000 € pour le cadre d'emplois des Chefs de Service de Police Municipale ;
- 5 000 € pour les cadres d'emplois des agents de Police Municipale et des Gardes Champêtres.

Cette part variable peut être versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond délibéré. Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Les plafonds réglementaires ci-dessus s'appliqueront pour l'ensemble des agents de la Ville de Montpellier.

1.3. A La part variable : part mensuelle

Conformément à la réglementation, la Collectivité opte pour la mensualisation d'une partie de la part variable de l'ISFE dans la limite de 50% des plafonds délibérés.

Le montant qui sera alloué aux agents dépendra du grade de l'agent et des fonctions exercées.

Des sujétions supplémentaires seront accordées dans la limite des plafonds mensuels indiqués précédemment au titre des missions suivantes :

- Assistant de prévention : 30 € bruts mensuels
- Régisseur :

Montant maximum d'avance consentie / montant moyen des recettes mensuelles en année N-1	Montant mensuel brut
Inférieur à 3 000 €	9,17 €
3 001 à 4 600 €	10,00 €
4 601 à 7 600 €	11,67 €
7 601 à 12 200 €	13,33 €
12 201 à 18 000 €	16,67 €
18 001 à 38 000 €	26,67 €
38 001 à 53 000 €	34,17 €
53 001 à 76 000 €	45,83 €
76 001 à 150 000 €	53,33 €
150 001 à 300 000 €	57,50 €
300 001 à 760 000 €	68,33 €
760 001 à 1 500 000 €	87,50 €
par tranche de 1 500 000 € supplémentaires	3,83 €

1.3 .B La part variable : part annuelle

Le plafond de la part variable versée annuellement est fixé dans la limite de 50% des plafonds délibérés.

Dans un souci d'harmonisation, la part annuelle de la part variable de l'ISFE sera versée aux agents en application d'une logique identique à celle retenue pour le dispositif RIFSEEP actuellement en place au sein de la Collectivité :

- Une part fixe d'un montant de 1 230 € (proratisé en fonction du temps de travail) versé en deux parts égales sur les mois de mai et novembre, remplaçant ainsi l'ancienne prime semestrielle versée ;
- Une part variable d'un montant médian de 300 € annuel susceptible d'être majorée à titre individuel en fonction de l'évaluation professionnelle et de la satisfaction des objectifs fixés dans le cadre de l'entretien annuel de l'agent au titre de l'année N-1, dans la limite des plafonds réglementaires.

2. Cas particuliers des attributions individuelles : le dispositif de sauvegarde

Dans l'hypothèse où un agent subirait une perte financière mensuelle de prime lors de la transposition de ce nouveau régime indemnitaire, l'article 7 du Décret n° 2024-614 prévoit la possibilité de maintenir le régime indemnitaire préalablement perçu dans la limite des plafonds légaux.

Ce maintien peut, si nécessaire, entraîner à titre individuel et au titre de la part variable une dérogation au principe de répartition de 50 % évoquée au point 1.2. Ce maintien ne vaut que pour le grade et les fonctions détenues à la date de mise en œuvre du décret.

3. Les modalités de maintien de l'ISFE en cas d'absence

Des règles de gestion identiques à celles de l'ensemble des agents éligibles au RIFSEEP seront appliquées afin de veiller à une équité de traitement au sein de la Collectivité.

Le Comité social Territorial (CST) a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger le dispositif indemnitaire antérieur applicable aux agents concernés ;
- D'approuver le régime indemnitaire applicable aux agents selon les modalités ci-dessus définies ;
- De préciser que ces nouvelles mesures seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285989-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.